

ACADÉMIE DE DROIT INTERNATIONAL
FONDÉE EN 1923 AVEC LE CONCOURS DE LA
DOTATION CARNEGIE POUR LA PAIX INTERNATIONALE

RECUEIL DES COURS

COLLECTED COURSES OF THE HAGUE
ACADEMY OF INTERNATIONAL LAW

2026

Tome 454 de la collection

BRILL | NIJHOFF

Leiden/Boston

TABLE GÉNÉRALE DES MATIÈRES

Arbitrage et droits humains, par J.-B. RACINE, professeur à l'Université Paris-Panthéon-Assas.	9-605
---	-------

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	27
Première partie. L'application des droits humains à l'arbitrage.	51
Chapitre 1. L'applicabilité questionnée des droits humains à l'arbitrage	52
Section 1. La jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme	52
Par. 1. Présentation de la jurisprudence	53
Par. 2. Synthèse de la jurisprudence	126
A. Aspects quantitatifs	126
B. Aspects qualitatifs	128
1. Les certitudes	128
2. Les points en suspens	129
Section 2. La discussion	135
Par. 1. Les termes de la discussion	137
Par. 2. L'issue de la discussion	148
A. Approche proposée	148
1. Le prisme de l'Etat	151
(a) Les conditions procédurales de la responsabilité de l'Etat	151
(b) Les conditions substantielles de la responsabilité de l'Etat	154
2. Le prisme de l'arbitre	169
B. Des conséquences à la portée relative	185
1. Question préliminaire: la renonciation aux garanties prévues par l'article 6 paragraphe 1 CEDH	185
2. La mise en œuvre des garanties découlant de l'article 6 paragraphe 1 CEDH	188
Chapitre 2. L'application circonscrite des droits humains à l'arbitrage	217
Section 1. Les droits humains et la composante conventionnelle de l'arbitrage	217
Par. 1. La validité de la convention d'arbitrage	217
A. L'interdiction des discriminations (aspect négatif)	218
1. La discrimination en raison du genre	218
2. La discrimination en raison de la religion	221
3. La discrimination en raison de la nationalité	224
B. La promotion de la diversité (aspect positif)	227
Par. 2. La mise en œuvre de la convention d'arbitrage	232
A. Le droit à l'arbitre	232
1. Droit à l'arbitre et liberté contractuelle	233
2. Droit à l'arbitre et déni de justice	239
B. Le droit d'accès à la justice	243
1. L'impécuniosité des parties	243
(a) Les termes du problème	245
(b) Les pistes de solutions	250

2. Droit d'accès à la justice et effet négatif du principe de compétence-compétence	267
Section 2. Les droits humains et la composante juridictionnelle de l'arbitrage	272
Par. 1. Les droits humains substantiels et la conduite de la procédure arbitrale	272
A. La liberté d'expression	273
B. Le droit à la vie privée	275
Par 2. Les droits humains et le contentieux post-arbitral	278
A. L'exécution de la sentence arbitrale	278
1. Un droit à l'exécution	279
(a) Le fondement indirect: le droit au respect des biens	279
(b) Le fondement direct: le droit à l'exécution forcée.	283
2. Un droit à l'exequatur?	288
B. Les voies de recours contre les sentences arbitrales.	291
1. L'ouverture des voies de recours	292
(a) L'ouverture d'une voie de recours normalement fermée	292
(i) L'appel	293
(ii) Le recours en révision	296
(iii) La tierce opposition	299
(b) La renonciation à une voie de recours normalement ouverte	304
2. Les motifs de recours	309
Seconde partie. L'application des droits humains par l'arbitre	325
Chapitre 1. L'application des droits humains dans les arbitrages de droit commun	326
Section 1. L'application des droits humains dans l'arbitrage d'investissement.	326
Par. 1. Les droits humains invoqués par l'investisseur	333
A. Les liens entre les droits humains et la protection internationale des investissements	333
1. Le droit de propriété.	334
2. L'interdiction des discriminations.	341
3. L'absence de déni de justice	345
B. L'invocation autonome des droits humains	356
Par. 2. Les droits humains invoqués par l'Etat	366
A. Les moyens procéduraux	368
1. L'admissibilité des demandes	368
(a) L'inadmissibilité des demandes de l'investisseur	369
(b) L'admissibilité des demandes reconventionnelles de l'Etat	377
2. L'ouverture au public de la procédure	384
(a) L' <i>amicus curiae</i>	385
(b) La transparence	394
B. Les moyens substantiels	396
1. L'Etat invoque les droits humains pour justifier une mesure	397

(a) Illustrations	398
(i) Le droit à la santé	398
(ii) Le droit à l'eau	402
(iii) Les droits des peuples autochtones	413
(b) Synthèse et perspectives.	426
(i) Le traité est muet sur les droits humains	428
(ii) Le traité contient une référence aux droits humains	440
2. L'Etat reproche à l'investisseur une violation des droits humains	444
(a) Les moyens	446
(i) L'ordre public transnational	446
(ii) La responsabilité sociale de l'entreprise	449
(iii) La redéfinition des attentes légitimes des investisseurs	455
(iv) Les contrats.	457
(b) Le régime	460
(i) Quelles obligations?	461
(ii) Quelles sanctions?	469
Section 2. L'application des droits humains dans l'arbitrage commercial international.	481
Par. 1. Les outils de prise en compte des droits humains.	482
A. Le contrat	482
B. L'ordre public.	491
1. L'ordre public de la loi applicable	492
2. L'ordre public transnational.	493
(a) Les défis de l'ordre public transnational confronté aux droits humains.	496
(b) L'ordre public transnational: une proto-constitution?	507
Par. 2. Arbitrage et devoir de vigilance	511
Chapitre 2. L'application des droits humains par des tribunaux arbitraux spécialisés	517
Section 1. L'accord Bangladesh et l' <i>International Accord for Health and Safety in the Textile and Garment Industry</i>	518
Par. 1. L'arbitrage dans l'Accord Bangladesh.	520
A. Le mécanisme prévu	520
B. Les procédures d'arbitrage engagées.	525
Par. 2. L'arbitrage dans l' <i>International Accord for Health and Safety in the Textile and Garment Industry</i>	530
Section 2. Le Règlement de La Haye du 12 décembre 2019	532
Par. 1. Genèse et objectifs	533
Par. 2. Fonctionnement.	537
A. Les questions non couvertes	537
1. Le consentement à l'arbitrage.	537
2. L'exécution de la sentence arbitrale	541
B. Les questions couvertes.	543
Par. 3. Appréciation	558
Conclusion générale	569
Bibliographie	572
Index	598